

Pause électorale d'été, mais un calendrier très chargé pour les douze mois qui viennent

Investitures américaines : la fin d'un calendrier électoral chargé

Avec l'investiture donnée par le parti démocrate américain à Mme Clinton, une page très fournie d'actualité électorale se tourne. Derrière les scrutins, les évolutions économiques sont sanctionnées. Mais ils vont aussi jouer eux-mêmes dans un sens ou dans un autre sur la croissance de l'activité. Et, après les résultats du dernier mois, d'autres rendez-vous structurants sont pris.

Le Brexit sanctionne la mondialisation, les électeurs en Espagne et au Japon la soutiennent

La séquence a commencé le 23 juin avec ce référendum au Royaume-Uni qui bouleverse forcément la donne politique de l'Union. Un mois plus tard, le Premier ministre a été changé et le nouveau gouvernement, qui compte des partisans qui avaient défendu l'une ou l'autre option, ne peut que s'inscrire dans le prolongement d'un vote si longuement annoncé et préparé. On a compris que la négociation de la sortie d'un des quatre grands partenaires économiques de l'Union Européenne passe par une position très dure de la part des pays restant membres (pour éviter un effet

de contagion), mais aussi par la nécessité de maintenir des liens qui assurent la croissance de l'ensemble. Les traités prévoient que soit définies les conditions du retrait « en tenant compte du cadre futur des relations (du Royaume-Uni) avec l'Union ». Au-delà de deux ans, en l'absence d'accord, il faudrait l'unanimité des pays pour que le cadre actuel puisse être prolongé et que la Grande Bretagne ne tombe pas dans la norme de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui lui serait très pénalisante. Pour le moment, les affaires suivent leur cours et on ne peut pas dire que l'économie d'outre-Manche soit entrée dans une récession dure : les anticipations des marchés – en particulier de l'immobilier – sont contrebalancées par les effets positifs de la dévaluation de la livre sterling.

A vrai dire, le vote du Brexit est surtout pour le moment la marque d'un mouvement de fond : la défiance vis à vis du modèle social provoqué par la mondialisation commerciale et financière. Elle a tourné au rejet dans le cas d'espèce. Les deux importants scrutins qui ont suivi celui du Royaume-Uni ne confirment pas la position britannique : les élections espagnoles du 26 juin et celles à la chambre haute du Japon le 10 juillet ont au contraire conforté les chefs de gouvernement, le parti populaire de Mariano Rajoy et le parti libéral démocrate de Shinzo Abe. Un coup de barre vers le libéralisme et la course à la compétitivité en quelque sorte.

Le dernier épisode est celui des investitures américaines. On retrouve d'une certaine façon et au-delà des excès de langage de part et d'autre, le même type de fracture. D'un côté la poursuite par Mme Clinton de la mondialisation financière et d'une

économie à deux vitesses pour la population américaine comme pour celle de la planète en général; de l'autre un isolationnisme assez traditionnel visant à rééquilibrer la création de richesse au profit d'une classe moyenne américaine qui se sent l'oubliée de la croissance.

Au-delà des sondages aux tendances très affirmées ou même du résultat final, le tournant du Brexit marque la fin d'un consensus et, forcément, va confirmer le mouvement de retour de la valeur ajoutée vers les pays développés, commencé après la crise de 2007/2008. Avec à la clé de nouveaux développements pour la guerre de devises, pour les politiques (non conventionnelles) des banques centrales et pour des stratégies fiscales asymétriques.

Le calendrier de l'automne et de 2017 concerne les États-Unis et les trois grands pays de la zone euro

Le calendrier à venir est loin d'être allégé. Si on n'imagine pas de bouleversement après les élections législatives en Russie le 18 septembre, le référendum italien du 2 octobre ramènera le débat de la mondialisation-modernisation. Il s'agit de mettre fin au bicamérisme de la constitution de 1947. Elle avait été rédigée de façon à empêcher un retour au pouvoir absolu qui avait régit le pays sous l'ère Mussolini. Les contre-pouvoirs rendent très difficiles la direction du pays (c'était le but), et, dans l'environnement actuel, les réformes d'adaptation à l'économie de compétitivité sous le régime de la monnaie unique européenne. Le scrutin d'octobre – pour lequel M. Renzi a engagé son poste comme M. Cameron l'avait fait en Grande Bretagne – prend nécessairement des airs de plébiscite.

L'épisode suivant sera américain avec l'élection présidentielle et celle au Congrès qui est facilement autant déterminante pour la suite des choses. On peut imaginer que les enjeux de politique intérieure prendront largement le dessus sur les considérations économiques ou géostratégiques mondiales.

Les marchés financiers et l'ensemble des agents économiques n'en auront pas fini avec la politique le soir du 8 novembre à Washington. La France élira son président le 7 mai 2017, ses députés le 11 juin, puis l'Allemagne se choisira un chancelier au tournant de l'automne. Entretemps, l'Iran aura élu un président (mais pas son Guide Suprême).

Les banques centrales plus que jamais à la manœuvre, mais jouent leur crédibilité

Le calendrier est lourd, puisqu'il concerne la première puissance mondiale et les trois grandes économies de la zone euro. Sans vrai consensus social au niveau des pays développés, et encore moins au niveau mondial, la définition d'une direction économique plus cohérente, avec une fin des gestions égoïstes à coup de dumping fiscal et social, va être compliquée. Et, en tout cas, elle passera par des à-coups sinon des crises. Ces chocs, ces mutations, qui perturbent les économies et que les marchés financiers craignent presque plus que tout, sont sous un certain contrôle. L'exemple du Brexit a montré que les Banques Centrales sont et seront à la manœuvre pour éviter les dérapages dans un monde qui cherche de nouvelles règles de fonctionnement. Reste évidemment à savoir si, en renforçant sans cesse leurs actions, en inventant de nouvelles, elles peuvent conserver ce qui est la base de leur pouvoir : leur crédibilité.